

dir. Jusqu'à un certain point, c'est là, il est vrai, l'histoire commune de tous les agitateurs devenus des tyrans. Mais ici il y avait un autre but que la satisfaction d'une ambition politique et personnelle. La force que l'on acquérait en gagnant le pouvoir, et la force que l'on ajoutait à celle du pouvoir, étaient destinées à combattre un seul ennemi, la vérité; c'était contre elle qu'on était révolutionnaire et que l'on était despote; c'était elle que l'on voulait briser ou par la main du peuple ou par celle du prince.

Cette tentative a-t-elle réussi? Non, sans doute, le parti antichrétien n'a pas réussi encore à écraser la vérité; mais il a réussi à diminuer la liberté. La pleine possession du pouvoir ne lui a été donnée qu'une fois; mais, à bien des époques, il a pu exercer sur le pouvoir une plus ou moins grande influence. Il l'a moralement diminué, et il l'a matériellement agrandi. Ce qu'il lui a ôté de respect, de dignité, d'autorité, de prestige, de stabilité, il n'a pu le lui rendre et il ne le lui a pas rendu; mais, comme pour compenser cette perte, il a prétendu lui donner et, en effet, il lui a donné, en force matérielle, en puissance active, en influence réelle sur les détails de la vie, ce qui jamais ne lui avait appartenu.

Ne le voyons-nous pas? Une législation sortie des troubles politiques et à laquelle chaque revirement de la fortune révolutionnaire a apporté un nouveau contingent de lois prohibitives, est arrivée à enfermer dans un cercle d'interdictions possibles et d'autorisations exigées, tout le terrain de la vie humaine. Ni les choses les plus grandes comme la religion, ni les plus nécessaires comme la propriété, ni les plus naturelles comme la famille, ni les plus intérieures comme l'éducation, ni les plus journalières comme l'asso-

ciation, ni les plus vulgaires comme le trafic, rien n'y a échappé. La mise en tutelle de l'homme est à peu près complète. Et de plus, par une conquête dont le monde, il y a cent ans, n'avait pas la moindre idée, la presse, telle qu'elle est constituée en notre siècle, concentrant en quelques mains, au besoin en une seule main, le pouvoir de façonner l'opinion et de faire penser les hommes comme la police les fait agir, ajoutant la puissance intellectuelle à la puissance corporelle, devient un instrument de pouvoir dont hier encore on ne soupçonnait pas l'existence, dont aujourd'hui même on ne comprend pas toute la portée, mais qui épouvante en pensant à demain.

Qui pousse dans cette voie? Je vois bien qui se laisse pousser; je ne vois pas distinctement la main qui pousse. Les peuples, eux, se laissent mener dans cette voie avec une docilité étrange. Tout ce qui ne diminue pas évidemment et immédiatement leur bien-être matériel, ils l'acceptent, au moins de la part des gouvernements qui ne sont pas coupables de trop de christianisme; ils l'acceptent, non-seulement avec résignation, mais avec une insouciance absolue, sinon avec joie. L'Angleterre, par la loi récente du divorce, a commencé dans son sein la démolition de cet esprit de famille qui faisait sa force et sa gloire; elle ne s'est seulement pas doutée de ce qu'elle faisait. L'Allemagne ou au moins plusieurs portions de l'Allemagne ont laissé en notre siècle une législation soi-disant économique et philosophique discréditer tellement le mariage, que le nombre des enfants naturels arrive en certaines villes à égaler celui des enfants légitimes; l'Allemagne ne s'en émeut pas le moins du monde. Presque partout la propriété soumise à mille entraves,

sujette à mille causes d'éviction, confisquée partiellement à titre d'impôt, arrive, ce semble, à n'être bientôt plus qu'une possession restreinte et précaire; ce sera le droit de posséder, ce ne sera plus le droit de garder. Les peuples y pensent-ils? non. — Et les gouvernements, à leur tour, se laissent mener dans cette voie plus encore qu'ils ne mènent. Dans le cours ordinaire des choses, entraînés contre leur véritable intérêt par la complaisante docilité des peuples, ils cèdent tout simplement au goût qu'on a toujours à s'agrandir; mais, à leurs heures les plus réfléchies et par les bouches les plus sages, ils arrivent à s'effrayer de leur propre agrandissement et ils protestent contre leur propre puissance. Ils comprennent que tout envahir, c'est répondre de tout, que c'est prendre de toute chose la charge, l'embarras, le péril, et qu'un pouvoir est précaire d'autant plus qu'il est excessif¹.

Il y a donc ici une force latente qui pousse les peuples

¹ « Nous appelons à notre aide l'esprit d'association et les forces individuelles... Notre société a contracté la déplorable habitude de se reposer sur le gouvernement des soins auxquels pourvoit, chez les autres nations, l'activité individuelle. De là cette recherche des places et des subventions qui avait corrompu, qui a fini par ruiner la monarchie. »

M. Odilon Barrot, ministre de la justice en décembre 1848.

« L'esprit de nos codes, de tous nos réglemens, s'est principalement proposé pour but de prévenir les abus, et à force de poursuivre l'abus, il est arrivé à gêner l'usage. C'est là la réforme la plus importante à obtenir. Il n'y a de vraie prospérité qu'avec une entière liberté civile; et si le pays n'a jamais pu se servir avec modération de la liberté politique, c'est qu'il n'avait pas commencé par jouir des bienfaits de la première. »

Comte de Morny au Corps législatif, 2 mai 1860.

« Ce que nous devons craindre, c'est l'absorption des forces individuelles

sans qu'ils le sachent bien, les gouvernements sans qu'ils le veuillent. La conspiration révolutionnaire et antichrétienne qui travaille l'Europe depuis près de cent vingt ans, opère instinctivement ces conquêtes sur la liberté humaine; mais ces conquêtes seraient sans but, si elles n'atteignaient la liberté religieuse, et si la vérité révélée devait rester debout au milieu de ces ruines. C'est là le point qu'il faut atteindre; mais c'est aussi le point qui résiste. Tout le reste cède le plus souvent avec une facilité inouïe: la liberté politique, qui n'est guère pour les peuples qu'un caprice, est abandonnée par eux en certains moments avec aussi peu de regrets qu'en d'autres elle est ressaisie avec fureur; la propriété se laisse vaincre; la

par la puissance collective; c'est la substitution du gouvernement au citoyen pour tous les actes de la vie sociale; c'est l'affaiblissement de toute initiative personnelle sous la tutelle d'une administration exagérée. »

Le prince Napoléon à l'Exposition de Limoges, en 18

« Vous avez dû être frappés, en Angleterre, de la liberté sans restriction laissée à la manifestation de toutes les opinions comme au développement de tous les intérêts. . . . »

« ... La liberté anglaise ne détruit pas, elle améliore, elle porte à la main, non la torche qui incendie, mais le flambeau qui éclaire, et, dans les entreprises particulières, l'initiative individuelle s'exerçant avec une infatigable ardeur, dispense le gouvernement d'être le seul promoteur des forces vitales d'une nation; aussi, au lieu de tout régler, laisse-t-il à chacun la responsabilité de ses actes. Voilà à quelles conditions existe en Angleterre cette merveilleuse activité, cette indépendance absolue. La France y parviendra aussi, le jour où nous aurons consolidé les bases indispensables à l'établissement d'une entière liberté. »

L'empereur Napoléon III à la réunion des exposants, 25 janvier 1865.

« Nous nous proposons de solliciter de Votre Majesté la réforme de certains excès de réglementation qui paralysent trop souvent l'initiative individuelle, ou qui font obstacle à l'esprit d'association. Les admirables paroles que vous avez prononcées à ce sujet ne nous laissent plus rien à dire. »

Adresse du Corps législatif, 14 février 1865.

famille se laisse entamer. Mais quand on vient s'attaquer à la conscience religieuse, on éprouve, à la vue de sa résistance, quelque chose de cet étonnement qui faisait dire par Félix à saint Paul : « Tu es insensé, Paul, trop de lecture te rend fou. » Le coursier, qui se montrait si docile, se regimbe et se cabre. Ce n'est pas qu'il n'y ait des millions de résignés, d'indifférents, de satisfaits : mais peu importe ; quand il s'agit de consciences, il n'y a pas de majorité ni de minorité ; les consciences ne se comptent pas, une seule en vaut mille. Qu'une seule conscience résiste, la vérité est sauvée. Comme jadis un seul confesseur de la foi couvrait des milliers de fidèles, un seul chrétien qui dit *non* préserve des milliers de chrétiens qui faibliraient, Or, depuis que l'Évangile a jeté dans le monde ces trois terribles paroles qui révoltent si fort les gouvernants et qui au contraire devraient être si rassurantes pour eux : *Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. — Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes — et enfin Nous ne pouvons pas (Non possumus)*, il se trouve toujours et dans toutes les crises quelque conscience où ces paroles retentissent et où elles persévèrent. Il y a toujours quelque conscience qui obéit à Dieu plutôt qu'aux hommes ; quelque conscience qui, après avoir cédé à César tout ce qui lui revient et même plus qu'il ne lui revient, fait cependant la part de Dieu ; quelque conscience qui bien souvent voudrait, mais qui *ne peut pas*, et cette généreuse et salutaire impuissance à céder sauve le monde.

Cette sensibilité, si je puis ainsi dire, de la conscience religieuse a été bien éprouvée depuis un siècle. Les pouvoirs les plus habitués à disposer de tout sans rencontrer un murmure, lorsqu'ils en sont venus à toucher ce point-

là, ont trouvé une épiderme qui frissonnait sous leur main et ont entendu un cri qui les a troublés. Partout et à tous les moments où, d'une manière plus ou moins grave, le pouvoir a porté la main sur la conscience religieuse, en 1791, en 1795, en 1809, en 1828, en 1844 ; en Allemagne, en France, en Espagne, en Italie, en Irlande, en Pologne, le pouvoir a été ainsi averti, et, lorsque par malheur il a méconnu l'avertissement, l'avertissement n'a pas tardé à porter ses fruits. Qu'était devenue la monarchie du duc de Choiseul et toutes les monarchies de l'Europe, 25 ans après leur coup d'État simultanément contre les jésuites ? Qu'était devenue la monarchie de Napoléon, cinq ans après son coup d'État contre le pape ? Celle d'Espartero, deux ou trois ans après son schisme ? Celles même de Charles X et de Louis-Philippe, trois ou quatre ans après ces concessions anticatholiques, acceptées par l'une avec tant de répugnance et même chez l'autre si combattues ? Qu'était devenue la République romaine de 1848 un an après sa naissance ? Où en était la royauté de Berlin, onze ans après la persécution contre les évêques catholiques ? L'expérience est donc faite, il y a là un ennemi qu'on ne touche pas sans qu'il frémissse et qu'on ne touche pas impunément. On le blesse, oui sans doute, et on le blesse profondément ; mais on laisse dans la blessure son aiguillon et sa vie ; *animas in vulnere ponunt*. Pourquoi cette expérience a-t-elle donc été si souvent méconnue ? Pourquoi a-t-on recommencé tant de fois ces inutiles et périlleuses tentatives ?

Hélas ! il y a 1560 ans, on eût pu déjà poser cette question à Dioclétien lorsqu'il prétendait renouveler la guerre contre le christianisme ; cette guerre qui avait si mal réussi à Maximin, si mal réussi à Dèce, si mal réussi à Valérien. Alors

aussi la liberté et la vérité étaient également menacées, ou plutôt on avait brisé l'une pour arriver, s'il se pouvait, à briser l'autre. L'égalité régnait, mais l'égalité sous le joug : le pouvoir était plus vaste, plus redouté, moins respecté et moins sûr de vivre que jamais. Le monde était dans d'odieuses entraves : mais il avait entendu une parole de délivrance, une sainte et une profonde parole : « La vérité vous délivrera. »

Le dix-neuvième siècle lui aussi ne peut-il pas dire : « La vérité nous délivrera ? » Quand il en devrait être de nous comme de cette époque ; quand il faudrait dire avec Niebuhr, près de mourir : « Si Dieu ne nous vient miraculeusement en aide, nous avons devant nous une décadence semblable à celle que le monde romain a éprouvée vers le milieu du troisième siècle, l'anéantissement du bien-être, de la liberté, de la culture intellectuelle, de la science¹ : » nous devrions nous rappeler encore qu'en ce siècle où on attaquait la liberté par haine de la vérité, la vérité a sauvé la liberté.

Mais nous ne sommes pas au III^e siècle de l'empire romain. L'antichristianisme révolutionnaire fait en vain auprès des royautés européennes l'office de Galère, imposant à son beau-père vieilli la persécution et l'abdication : les Dioclétiens modernes ne consentiront, nous l'espérons bien, ni à persécuter ni à abdiquer. Quelle que soit la lassitude des sociétés chrétiennes, cette lassitude n'est point de la vieillesse et leurs nuages ne sont pas d'invincibles ténèbres. Les peuples du III^e siècle étaient des peuples éteints et cet empire un empire décrépité ; il fallait au monde

¹ Le 5 octobre 1850. Cité par l'abbé Döllinger, *Kirche und Kirchen*. Regensburg, 1861. p. vii.

d'autres peuples et un empire nouveau. Mais les nations de l'Europe actuelle sont nées chrétiennes ; elles ont reçu le baptême dès leur enfance ; elles sont vivantes et éternellement guérissables. Il y a eu une route fautive dans laquelle, plus ou moins, peuples et princes ont pu marcher, mais marcher en tâtonnant dans l'espoir de retrouver le chemin véritable. Il y a eu un épais nuage, que le vent a apporté, mais que le vent emportera, et derrière le nuage est le soleil. Le soleil des cœurs et des intelligences, Celui qui « est la voie, la vérité et la vie ; » Celui qui, voilé pour certains yeux, n'en est pas moins présent ; présent dans des milliers de temples et dans des millions de cœurs ; présent, quoi que les nations puissent faire, dans tout ce qui est la vie des nations.

Il a fallu jadis six siècles de désastres et de douleurs pour refaire le monde flétri au cœur par l'idolâtrie et pour effacer l'action délétère du césarisme romain servilement accepté par les peuples. Mais de notre temps l'influence antichrétienne a compté à peine quelques instants de pleine domination en 1793, et ces instants ont laissé un sentiment d'horreur encore gravé dans la mémoire des hommes. Et les triomphes même les plus éclatants de l'influence antichrétienne n'ont jamais été sans une protestation et une résistance ou de peuple ou de prince, ou de fidèle ou de pasteur. Quelle qu'ait été donc et quelle que soit encore cette influence, les siècles, si nous le voulons, ne seront pas nécessaires pour en effacer la trace.

Ne pouvons-nous même pas le dire avec confiance ? nous avons vu cette influence plus grande que ne la verront nos neveux. La génération avec laquelle je suis né et dont la carrière, il faut qu'elle l'avoue, n'a été ni des plus glo-

rieuses ni des plus heureuses en ce monde, pourra, du moins s'en aller de cette vie avec un meilleur espoir pour la génération qui la suit. Quand je pense au milieu de quelles passions mauvaises, de quels préjugés antichrétiens, de quel amour des idées étroites, de quel prosaïsme haineux et mesquin a été élevée la jeunesse d'il y a quarante ans, je ne puis m'empêcher d'espérer qu'il en est mieux de la jeunesse d'aujourd'hui. Si elle le veut; si elle consent seulement à ouvrir son cœur; si elle ne rejette point de parti pris, comme la génération précédente avait été instruite à le faire, les plus nobles affections de son âme et les élans les plus purs de sa pensée; si elle se donne seulement la liberté de croire et d'aimer, au lieu de s'imposer le labeur de nier et de haïr; si elle ne se laisse pas envahir, comme nous nous sommes laissé envahir, par le triste et exclusif enthousiasme des choses pratiques, prosaïques, politiques; si l'homme de la génération à venir veut bien être tout simplement homme, et, par cela seul qu'il sera vraiment homme, devenir chrétien; tout peut être sauvé. Encore un peu, et tous, peuples et princes, fidèles et pasteurs, gouvernés et gouvernants, cœurs et intelligences, âmes libres et consciences droites, si nous voulons prier et si nous savons agir, la vérité nous délivrera. »

18 mars 1862.

APPENDICE

I

FONDATIONS ALIMENTAIRES DE TRAJAN ET DES PRINCES SES SUCCESSEURS

(V. tome 1^{er}, page 255)

J'ai raconté la découverte de l'inscription de Velleia, et j'ai analysé son contenu. Il serait trop long d'en rapporter le texte, qui ne remplit pas moins de vingt-sept pages d'impression, et ne contient que les désignations des propriétaires, de leurs biens et des sommes reçues par eux; mais le titre qui la précède peut nous donner quelque lumière.

OBLIGATIO. PRAEDIORVM.

OB. H-S. DECIENS. QVADRAGINTA.

QVATVOR. MILLIA. VT. EX. INDVLGENTIA.

OPTIMI. MAXIMIQVE. PRINCIPIS.

IMP. CAES. NERVAE.

TRAIANI. AVG. GERMANICI. DACICI. PVERI.

PVELLAEQVE. ALIMENTA. ACCIPIANT. LEGITIMI.

N. CCXLV. IN. SINGVLOS. H-S. XVI. N. F. H-S.

XLVII. XL. N. LEGITIMAE. N. XXXIV. SING.